

APERÇU HISTORIQUE DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE CORÉENNE : DISCIPLINE, ÉDUCATION, ASSOCIATION, COOPÉRATION INTERNATIONALE ET AU-DELÀ DE L'INDIGÉNISATION

Pan Suk Kim

I.I.S.A. | *Revue Internationale des Sciences Administratives*

2012/2 - Vol. 78
pages 231 à 253

ISSN 0303-965X

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-internationale-des-sciences-administratives-2012-2-page-231.htm>

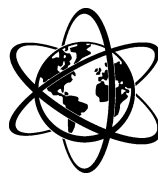
Pour citer cet article :

Kim Pan Suk, « Aperçu historique de l'administration publique coréenne : discipline, éducation, association, coopération internationale et au-delà de l'indigénisation », *Revue Internationale des Sciences Administratives*, 2012/2 Vol. 78, p. 231-253. DOI : 10.3917/risa.782.0231

Distribution électronique Cairn.info pour I.I.S.A..

© I.I.S.A.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



Aperçu historique de l'administration publique coréenne : discipline, éducation, association, coopération internationale et au-delà de l'indigénisation

*Pan Suk KIM*¹

Résumé

L'administration publique moderne a fait son apparition en Corée il y a plus d'un demi siècle. Ces dix dernières années, la Corée a réalisé une croissance économique non négligeable et a considérablement développé son système d'administration publique. Comment, et à quels égards, l'administration publique coréenne en tant que discipline a-t-elle connu une croissance rapide ? Dans cet article, nous passons en revue les multiples dimensions de l'administration publique coréenne : le développement de l'administration publique en tant que nouvelle discipline, la formation dans le domaine de l'administration publique en tant que nouveau circuit de connaissances en gestion, la mise en place des associations professionnelles et des instituts de recherche en tant que promoteurs de la recherche et d'activités, et la coopération internationale en tant qu'outil de développement et moyen d'agir. Nous examinerons ensuite les perspectives sur la base d'un débat axé sur l'indigénisation et terminerons par le mot de la fin.

Remarques à l'intention des praticiens

L'administration publique a joué un rôle considérable dans le développement de la Corée du Sud. Dans le cadre du processus de développement, les programmes coréens d'administration publique favorisaient une nouvelle catégorie d'agents de l'État et de gestion publique de l'État. L'administration publique coréenne d'après-guerre a toutefois rencontré un problème d'indigénisation, influencée qu'elle était

¹ **Pan Suk Kim** est président de l'Institut international des sciences administratives (IISA) et professeur titulaire « Underwood » d'administration publique et directeur de l'Institute for Poverty Alleviation and International Development (IPAID) de l'université Yonsei, Campus Wonju, Corée du Sud. Courriel : pankim@yonsei.ac.kr. Traduction de l'article paru en anglais sous le titre : « A historical overview of Korean public administration : discipline, education, association, international cooperation and beyond indigenization ».

par le monde occidental tout en s'efforçant de s'en tenir aux valeurs confucéennes traditionnelles. La Corée doit par conséquent faire face à ces défis de manière créative tandis qu'elle évolue en s'éloignant de son passé.

Mots-clés : Corée du Sud, administration publique, aperçu historique, indigénisation, modernisation, mondialisation, discipline, éducation

Introduction

L'administration publique coréenne est caractérisée par quatre éléments majeurs depuis qu'elle a entamé une croissance considérable, à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Premièrement, la plupart des universités proposant des programmes sur quatre années disposent d'un programme d'administration publique de premier cycle distinct, si bien que le nombre de programmes d'administration publique au niveau de l'enseignement supérieur est comparativement élevé. Les cours d'administration publique sont prodigués au sein du département de science politique dans beaucoup de pays. La situation est cependant différente en Corée, puisque la plupart des établissements d'enseignement supérieur coréens disposent d'un département distinct, entièrement consacré à l'administration publique.² En comparaison avec d'autres pays, la Corée présente la part la plus importante de programmes d'administration publique en Asie (KAPA, 2006).³ Deuxièmement, beaucoup de professeurs d'administration publique en Corée ont étudié à l'étranger, et notamment aux États-Unis. Par exemple, la majorité des professeurs d'administration publique dans les principales universités de Séoul ont obtenu leur doctorat aux États-Unis, tandis que les autres ont étudié en Corée, en Europe (Angleterre, Allemagne⁴, France, etc.) et dans d'autres régions du monde. Troisièmement, la multiplication des activités professionnelles et des recherches dans les domaines de l'administration publique et de la politique publique en Corée est liée aux nombreuses associations professionnelles et autres revues consacrées à ce domaine. Quatrièmement, l'administration publique coréenne, s'agissant d'une discipline relativement bien établie, recherche à présent de nouvelles possibilités de rayonnement global et de coopération internationale.

L'administration publique a joué un rôle important dans le développement de la Corée du Sud : elle lui a permis de passer de l'état de pays du tiers monde à

² En 1981, on comptait 50 programmes de premier cycle et 24 programmes de cycle supérieur en administration publique, tandis qu'il n'existait que 17 programmes dans le domaine des sciences politiques en Corée (Jun, 1983). Contrairement aux programmes d'administration publique, le régime autoritaire d'alors n'était pas favorable à la création de programmes de science politique.

³ L'université de Syracuse a créé le premier programme MPA en 1926. Depuis 80 ans environ, les États-Unis ont développé plus de 200 programmes de MPA (Frederickson, 1981 ; Pugh, 1988), tandis que la Chine en a créé une centaine ces huit dernières années (Holzer et Zhang, 2009 : s5). En Corée, on dénombre actuellement plus de cent programmes d'administration publique de premier cycle dans les universités proposant des formations en quatre ans, de même qu'un nombre considérable de programmes similaires dans les écoles supérieures proposant des formations en deux ans (KAPA, 2008).

⁴ Par exemple, l'université allemande de sciences administratives Speyer, créée en 1947, a produit un certain nombre de diplômés coréens par le passé.

celui de nouveau pays industrialisé en une génération (Huang, 1970 ; Kim et Kim, 1997 ; Cho, 2006). Entre les années 60 et les années 80, la capacité de l'administration publique à mettre en œuvre des plans de développement national a participé à la croissance et à la transformation sociale rapides du pays, pour en faire un acteur compétitif dans l'économie mondiale. Durant la période de développement, les chefs du gouvernement coréen et les élites dirigeantes étaient davantage favorables à l'enseignement de l'administration publique qu'à celui d'autres sciences sociales (comme la science politique et la sociologie) dans l'enseignement supérieur.

Nombre de facteurs ont influencé l'évolution de l'administration publique. Premièrement, l'évolution historique des affaires gouvernementales et des études sur l'administration publique est l'un des principaux facteurs ayant influencé l'évolution de l'administration publique. Deuxièmement, la mise au point de programmes d'enseignement dans l'administration publique et la création d'associations professionnelles connexes, ainsi que l'organisation de leurs activités internationales, ont aussi fortement influencé l'évolution de l'administration publique. C'est sur la base de ces réflexions que nous allons examiner les nombreuses facettes de l'administration publique coréenne dans les quatre dimensions suivantes : (1) le développement de l'administration publique en tant que nouvelle discipline en Corée ; (2) l'évolution de la formation en administration publique moderne en tant que nouveau circuit de connaissances en gestion ; (3) la mise en place des associations professionnelles et des instituts de recherche en tant que promoteurs de la recherche et d'activités ; et (4) la coopération internationale en tant qu'outil de développement. Nous allons, dans la présente étude, examiner ces quatre questions sur la base d'une série de références.

L'évolution de l'administration publique coréenne

Le développement de l'administration publique en tant que nouvelle discipline

À l'époque des anciennes dynasties, le confucianisme avait une forte influence sur la péninsule coréenne, de même que sur le reste de l'Extrême-Orient et sur certains pays de la péninsule indochinoise, comme le Vietnam (Weber, 1964 ; Deuchler, 1992 ; Frederickson, 2002 ; Kim, 2009, 2010). Sous la dynastie *Joseon* (1392-1897), les élites dirigeantes et les érudits étudiaient les classiques confucéens, comme les *Quatre Livres* et les *Cinq Classiques*, pour se former au domaine public et devenir fonctionnaires. Ces *Quatre Livres* et les *Cinq Classiques* (Gardner, 2007) sont devenus le pilier central du programme officiel préparant aux Concours pour le Service royal sous la dynastie *Joseon*.⁵ Les concours permettant d'accéder à la fonction publique (*gwa-geo*) remontent à bien longtemps dans la Corée impériale.⁶ Mis au point au départ dans la Chine impériale, l'examen d'entrée visait à sélectionner les fonctionnaires compétents pour la bureau-

⁵ Dans le cadre du système d'éducation de la dynastie *Joseon*, le *Sungkyunkwan* (ou *Seonggyungwan*) était l'établissement d'enseignement supérieur le plus ancien en Corée, situé dans la capitale *Hanseong* (aujourd'hui Séoul). Créé en 1398 en mémoire de Confucius et de ses disciples, il promouvait l'étude du canon confucéen.

cratie de l'État ; et le système de concours dans la fonction publique moderne est lui aussi indirectement issu du système impérial (Elman, 2000 ; Kim, 2010). Ces concours sont devenus le moyen permettant d'accéder à coup sûr aux emplois de qualité dans la fonction publique et d'acquérir un statut social relativement important ainsi qu'une influence potentielle par la suite.

Entre la fin du XVII^e siècle et le début du XIX^e, en réponse à la nature de plus en plus métaphysique du néoconfucianisme, qui semblait déconnecté des rapides évolutions qui survenaient en Corée dans les domaines agricole, industriel et politique, le mouvement de réforme sociale confucéen, le *Sil-hak* (l'apprentissage pratique), s'est développé en Corée à partir de la fin de la dynastie *Joseon* (Yang et Henderson, 1959 ; Kalton, 1975). Le *Sil-hak* visait à contrecarrer l'apprentissage « non critique » des enseignements confucéens et le strict respect du « formalisme » et du « rituel ». Les adeptes du *Sil-hak* encourageaient l'égalité humaine et évoluaient vers une interprétation plus pratique du confucianisme (Setton, 1997 ; Chong, 2010). À cette époque, Yak-yong Chong (ou Yag-yong Jung ou Dasan, son pseudonyme, 1762-1836) était un éminent chercheur coréen dans le domaine des affaires publiques. Il est habituellement considéré comme l'un des principaux penseurs du *Sil-hak*, qui plaidait pour un retour à des questions pratiques dans la philosophie néoconfucéenne formaliste de la dynastie *Joseon*. Il a écrit de nombreux ouvrages importants sur l'administration locale et générale (*Mokmin-simseo*), le droit et la justice pénale (*Humhum-sinseo*), l'État et la réforme sociale (*Kyungse-yoopyo*), ainsi qu'une nouvelle réinterprétation des classiques confucéens, entre autres.

L'un des livres les plus appréciés de Chong, écrit en 1821, est *Mokmin-simseo* (*Admonitions on Governing the People*), qui traite de l'administration locale et générale (Setton, 1997 ; Chong, 2010).⁷ Ce livre est un manuel détaillé destiné aux magistrats de districts sur la façon de mieux gouverner. Il plaide pour un remaniement de l'ancien système de gouvernance et aborde toute une série de thèmes (la prise de fonctions, l'autodiscipline, la fonction publique, l'amour du peuple, l'administration du personnel, l'imposition, les rites et les cérémonies, l'administration des affaires militaires, l'administration de la justice, l'administration des travaux publics, le soulagement de la famine et le remplacement de même que le transfert). L'énorme contribution de Chong au développement du fondement des sciences administratives en Corée est comparable à celle du spécialiste allemand de l'administration publique Lorenz von Stein (1815–1890), qui a lui aussi considérablement contribué à l'évolution des sciences administratives en Allemagne ainsi que dans d'autres pays (Yoon, 1986).⁸

Après la dynastie *Joseon* (1392-1897) et le Grand Empire coréen (1897-1910), la période coloniale coréenne sous le règne du Japon s'étend de 1910 à 1945. Lorsque le Japon annexe la Corée, en 1910, il y établit une dictature militaire : sur les huit gouverneurs-généraux qui régneront successivement sur la

⁶ Le *gwa-geo* a gagné en importance sous la dynastie *Goryeo* et était l'élément central de la plupart des formations sous la dynastie *Joseon*.

⁷ Ce livre a été traduit en anglais en 2010 pour la première fois (voir Chong, 2010).

⁸ En 1882, une délégation japonaise rencontrait Lorenz von Stein à l'université de Vienne. Il deviendra ensuite conseiller pendant la période Meiji au Japon.

Corée, sept sont des généraux militaires et un, un amiral (Kim, 2007). Durant cette période, la bureaucratie coloniale se développe rapidement. Apparue en 1910 avec environ 10 000 agents, la bureaucratie emploie, en 1937, 87 552 fonctionnaires : 52 270 Japonais et 35 282 Coréens (Eckert, *et al.*, 1990 : 257). Durant la période coloniale japonaise, la Corée sera considérablement influencée par les systèmes politique et juridique japonais. Pendant cette période, une approche juridique va également faire son apparition en Corée.

Entre 1945 et 1948, l'armée d'occupation américaine dirige la Corée. Elle met en place le gouvernement militaire de l'armée américaine en Corée (USAMGIK) et introduit dans le pays un certain nombre de systèmes administratifs américains, comme les classifications d'emplois et le « *general schedule* » (GS). Les réformes économiques et sociales mises en œuvre sous le régime militaire américain correspondent à l'orientation politique de base de l'USAMGIK (à droite), mais l'armée américaine est peu préparée, pour l'essentiel, au défi consistant à administrer le pays dans la Corée postcoloniale, peu au fait qu'elle est de la situation sociopolitique de la Corée. Cette absence de préparation et de compréhension débouche par conséquent sur des changements stratégiques fréquents, des déviations, un manque de coordination et des effets déstabilisateurs non voulus (Cho, 1967 : 61-62 ; Eckert *et al.*, 1990 : 337-338 ; Kim, 2007 : 28).

De plus, durant la Guerre de Corée, de 1950 à 1953, les forces militaires américaines soutiennent la Corée à côté des forces des Nations Unies. Après la fin de la Guerre de Corée, la Corée est considérablement influencée par les États-Unis en matière de politique, de sécurité, d'économie, de commerce et d'éducation. La forte influence de l'Amérique sur la société coréenne se poursuivra pendant des décennies. Dans les années 50, l'administration publique moderne en tant que nouvelle discipline fait son apparition en Corée. Avant les années 50, les cours d'administration publique étaient donnés dans les universités, mais leur contenu se basait essentiellement sur le droit administratif et d'autres études juridiques plutôt que sur la gestion publique. Cet abandon de l'orientation juridique au profit des études de gestion sera renforcé par l'influence américaine. Pendant cette période, l'Administration américaine de la coopération internationale (ICA) offrira une assistance non négligeable à la Corée en termes de réhabilitation et d'aide technique, y compris des financements en faveur des programmes d'enseignement dans l'administration publique. Beaucoup d'étudiants coréens se rendront dès lors aux États-Unis pour y faire leurs études supérieures, d'où un certain degré de dépendance à l'égard du système d'administration publique américain. Cette dépendance s'observe également dans d'autres pays d'Extrême-Orient.

Au début des années 60, une junte militaire prend le pouvoir et le Général Chung-Hee Park (1917-1979) devient Président de la Corée. Le Président Park entame plusieurs phases de développement économique et se sert des études en administration publique pour moderniser l'État, transformant la nature de l'administration publique, qui cesse d'exécuter la loi pour s'intéresser aux sciences administratives.⁹ Durant cette période, l'administration publique sera concrètement associée à une direction centrale solide sous le Président Park et la logique de système centralisé l'emportera sur celles de la participation démocratique, du consensus, de la décentralisation ou de la distribution. Le Président Park préconise l'État-promoteur en se servant de la bureaucratie publique comme

d'un organisme de développement et en optant pour une coalition « développementaliste » avec les chefs d'entreprise (Lee, 1965, 1968 ; Woo-Cumings, 1999).¹⁰

Dans les années 70, le gouvernement central adopte la « politique de l'économie d'abord » en faveur de la modernisation et assume des fonctions axées sur le développement afin de rattraper le retard sur les pays développés, jouant un rôle déterminant au travers de sa politique industrielle et du contrôle des finances par l'État. De plus, les spécialistes de l'administration publique offrent aux agents de l'État une série de conseils stratégiques en matière de développement national. Plus particulièrement, les programmes de développement et d'administration comparée se développent considérablement durant cette période en vue de revoir l'administration traditionnelle et l'administration du développement, même si ces tendances s'affaibliront une décennie plus tard (Heady, 1966, 1995 ; Riggs, 1971, 1997, 2000 ; Kim et Kim, 1997 ; Kim, 2009).¹¹ Au terme du régime autoritaire du Président Park, en 1979, de nouvelles exigences dans différentes directions font soudain éruption dans les différents segments de la société coréenne. À cette époque, les érudits coréens se rendent compte de certaines différences et faiblesses qui caractérisent les connaissances importées de l'administration publique et l'on tente depuis lors de plus en plus « d'indigéniser » ou de localiser l'administration publique coréenne.

Dans les années 80, qui représentent une ère de transition (on recherche un système politique plus démocratique, tout en étant encore confronté à des régimes autoritaires post-Park), les études politiques sont introduites à grande échelle en Corée tandis que l'économie nationale s'améliore considérablement et que la nature des affaires publiques gagne en complexité.¹² Plus particulièrement, tandis que les questions politiques telles que la sécurité sociale et la santé publique deviennent des enjeux importants, beaucoup de programmes d'administration publique commencent à proposer des cours de politique publique aux niveaux du premier et du deuxième cycles. De plus, de nouvelles politiques axées sur les minorités sociales, de même que des politiques visant à améliorer les procédures administratives et la prestation de service sont introduites parallèlement à un mouvement de réforme dans le secteur public. Notamment, lorsque la Corée est devenue une démocratie à part entière ou presque au milieu des années 80 et a pu organiser les Jeux Olympiques d'été en 1988, la demande de

⁹ Selon une étude sur l'évaluation globale des présidents sud-coréens, le Président Park obtenait les meilleurs résultats en termes de vision, de définition de l'agenda, de désignations, de compétences managériales, de gestion de crises, d'engagement, d'intégrité et de résultats (Kim, 2007 : 390).

¹⁰ Chalmers Johnson (1982) a bien conceptualisé la notion d'État-promoteur sur la base de son livre intitulé « MITI and the Japanese Miracle », dans lequel il explique le phénomène de la planification macroéconomique conduite par l'État en Extrême-Orient.

¹¹ Après la Seconde Guerre mondiale, les pays en développement ont adopté une stratégie de développement basée sur le transfert de savoir-faire et de technologie depuis les pays développés. L'administration du développement est ainsi devenue l'un des thèmes les plus populaires dans beaucoup de pays d'Asie, y compris en Corée du Sud. Le cours sur l'administration du développement n'est cependant plus offert dans beaucoup d'universités (Kim, 2009).

¹² Le premier manuel coréen sur les études des politiques est apparu en 1963 (Lee, 1963).

réformes politiques et administratives s'est considérablement renforcée au sein du public. Beaucoup d'universitaires et d'étudiants ont par conséquent davantage recouru à la résolution des problèmes dans le contexte coréen, à la recherche d'options stratégiques plus réalisables et innovantes pour la société coréenne. De plus, beaucoup de programmes d'administration publique commencent à quitter les écoles de droit pour intégrer celles de sciences sociales.

Dans les années 90, notamment lorsque deux leaders démocratiques (Young-Sam Kim et Dae-Jung Kim) deviennent Présidents de Corée du Sud en 1993 et 1998, respectivement, la société civile gagne en force et en influence en Corée et les études de gouvernance font leur apparition dans le pays. La société civile se renforce considérablement et d'importantes ONG (Citizens' Coalition for Economic Justice (CCEJ), People's Solidarity for Participatory Democracy (PSPD) et Korean Federation for Environmental Movement (KFEM)) commencent à jouer un rôle majeur dans la définition de l'agenda et le processus d'élaboration des politiques. Lorsque l'autonomie locale à part entière est réintroduite au début des années 90, l'autonomie locale et la décentralisation se développent considérablement, tout comme les recherches sur la politique locale et la gestion du gouvernement local. Par ailleurs, lorsque la crise financière asiatique touche un niveau important de l'économie coréenne à la fin des années 90, le nouveau management public (NMP) est introduit un peu partout, sur la base d'une perspective néolibérale. Le secours financier du Fonds monétaire international (FMI) est tout particulièrement considéré comme un signe ou un signal indiquant que la Corée du Sud doit pratiquer un financement plus prudent et que les bureaucrates de haut niveau doivent se montrer plus tenaces en « disant la vérité aux personnes de pouvoir ». Parallèlement à cela, les critiques à l'égard du NMP se multiplient en raison de son obsession pour les solutions managériales et économiques pour résoudre les problèmes sociaux complexes (Jun, 2009 ; Kim, 2009).

À partir de 2000 et jusqu'à aujourd'hui, compte tenu de l'évolution rapide des technologies de l'information et de la communication (TIC), la littérature sur le gouvernement électronique et la gouvernance électronique connaît une évolution phénoménale, parallèlement à l'évolution de la gestion des connaissances et à la réforme du secteur public.¹³ Lorsque Moo-Hyun Roh devient Président (2003-2008), l'accent est mis sur la gouvernance participative ainsi que sur les programmes de bonne gouvernance et le démantèlement de l'autoritarisme. Dans les années 2003-2008, les réformes du secteur public deviennent des thèmes populaires. Ensuite, cependant, le mouvement de réforme du secteur public faiblit, tandis que la relance économique devient la priorité durant la récession économique sous le Président Myung-Bak Lee (2008-2013). En ce qui concerne les recherches dans l'administration publique, les études théoriques et normatives l'ont emporté dans une grande partie de la littérature jusque dans les années 90, mais les études sur la résolution des problèmes et autres études prescriptives se sont ensuite considérablement multipliées. De plus, les études empiriques quantitatives se sont multipliées, tandis que les études normatives se sont raré-

¹³ Selon l'enquête des Nations Unies sur le Gouvernement électronique (UN, 2010), la République de Corée obtenait les meilleurs résultats ; elle était suivie des États-Unis, du Canada, du Royaume-Uni et des Pays-Bas.

fiées. Dans les années 2005-2009, « gouvernance » est le mot clé apparaissant le plus souvent dans la revue *Korean Public Administration Review* publiée par l'Association coréenne d'administration publique, suivi de termes tels que réseau, social, confiance, gouvernement local, réforme administrative, administration publique, politique, institution, organisation, administration/gestion, etc. (Choi et Park, 2011).

L'administration publique moderne est introduite en Corée après son indépendance et elle s'est développée dans le cadre de différentes étapes : l'époque de l'introduction et de l'imitation, dans les années 50, l'époque de la croissance et du développement, dans les années 60-70, l'époque de la transition politique et du réajustement disciplinaire (le fait de retirer le programme d'administration publique des écoles de droit au profit des écoles de sciences sociales dans beaucoup d'université), dans les années 80, et une nouvelle ère, en quête de maturation, assure la poursuite de son développement depuis les années 90. Globalement, le domaine de l'administration publique s'est assurément étendu et les programmes d'administration publique se sont considérablement étoffés, tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif. De même, l'objet de l'administration publique s'est considérablement étendu pour inclure non seulement les gouvernements central et locaux, mais aussi les organismes publics (autorités publiques, entreprises publiques, partenariats public-privé et le secteur de l'économie sociale) et la société civile. Historiquement, le gouvernement coréen disposait d'une bureaucratie solide axée sur l'élite, mais l'actuelle bureaucratie s'est considérablement démocratisée et dépolitisée au fil du temps. L'administration publique s'occupait au départ essentiellement de questions normatives basées sur le droit administratif et sur d'autres études juridiques, mais ses approches ont ensuite été étendues à des dimensions davantage managériales, réformatrices et prescriptives.

La formation en administration publique : un nouveau circuit de connaissances en gestion

La formation en administration publique moderne a débuté en Corée après l'indépendance du régime colonial japonais. Durant le régime japonais, les postes gouvernementaux et les principales fonctions opérationnelles sont dominés par des agents japonais, et les Coréens n'ont que peu de perspectives d'emploi dans la fonction publique. Si l'on procède à un calcul plus large de l'ensemble des postes publics et privés importants pour la colonie, l'on obtient un total, pour 1937, de 246 000 Japonais et 63 000 Coréens (Eckert *et al.*, 1990 : 257). En 1909, on compte 790 étudiants coréens au Japon et en 1912, ce nombre passe à 3 171 (Eckert *et al.*, 1990 : 275). Au Japon, un cours d'administration publique est proposé au département de science politique de l'école de droit de l'université alors impériale de Tokyo entre 1882 et 1890, cours qui est donné par un enseignant allemand, Karl Rathgen (Nishio, 1993 ; Muramatsu, 1994).¹⁴ Les écoles de droit

¹⁴ Entre 1882 et 1890, Karl Rathgen a enseigné le droit public, les statistiques et la science administrative à l'université impériale de Tokyo, et il était également conseiller auprès du ministère japonais de l'Agriculture et du commerce. Ses notes de cours ont été publiées à Tokyo. Il deviendra ensuite le premier président honoraire de l'université d'Hambourg.

de deux universités impériales de Tokyo et Kyoto proposeront des cours d'administration publique à partir de 1921.¹⁵

Le matériel didactique dans le domaine de l'administration publique sera progressivement introduit au milieu des années 50. En 1955, le premier manuel d'administration publique, intitulé « *Introduction to Public Administration* », est publié en Corée par In-Hung Chung, diplômé de l'université de Kyoto, au Japon, en 1941, qui est rentré en Corée pour enseigner un cours d'introduction à l'administration publique à l'université nationale de Séoul en 1954.¹⁶ En tant que premier établissement d'enseignement supérieur dans le pays, l'université nationale de Séoul a établi le département d'administration publique au sein de l'école de droit en 1948, juste après avoir ouvert le département de droit, en 1946. À cette époque, cependant, aucun enseignant n'était prêt, sur le plan professionnel, à enseigner l'administration publique ; la matière était par conséquent enseignée sur la base du droit public. En 1954, In-Hung Chung commence à enseigner un nouveau cours intitulé « *Introduction to Public Administration* » au sein du département d'administration publique de l'école de droit de l'université nationale de Séoul, mais le département d'administration publique est remplacé par le département de droit public lorsque Chung quitte l'université nationale de Séoul. En 1954, l'université nationale de Pusan crée le département d'administration publique au sein de l'école de droit ; elle sera suivie de l'université de Corée et de l'université Chung-Ang, en 1955. En 1958, l'université Yonsei met en place son département d'administration publique, similaire à un programme américain basé sur des cours de gestion plus que sur des cours de droit, et trois autres universités (Hanyang, Kyunghee et Dongguk) lui emboîtent le pas en 1960.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'Administration de la coopération internationale (ICA) américaine aide plusieurs pays en développement à mettre en place un programme d'enseignement et/ou de formation en administration publique.¹⁷ En Asie, par exemple, les Philippines et la Turquie ouvrent des écoles d'administration publique en 1952 et 1953, respectivement. L'ICA américaine décide d'aider le National Officials Training Institute (NOTI) en 1958 ; l'université du Minnesota envoie, avec le programme de l'ICA américaine, un conseiller, Jack Kern, au NOTI, qui conseille l'établissement sur diverses questions, comme la formation avant et pendant le service (Draheim, 1959).¹⁸

¹⁵ Les enseignants de deux grandes universités japonaises ont publié deux ouvrages : (1) en 1925, Tamura Tokuchi (1925), alors enseignant à l'université impériale de Kyoto, publiait son livre intitulé « *Public Administration and Legal Studies* » ; et (2) en 1928, Royama Masamich (1928), alors enseignant à l'université impériale de Tokyo publiait « *Introduction to Public Administration* ». À titre de comparaison, le premier manuel d'administration publique en Chine, *Theory and Practice of Public Administration*, a été publié par Jinjian Zhang (1935). Au début des années 50, les sciences sociales, y compris l'administration publique, ont été supprimées des universités. À la fin des années 70, Deng Xiaoping était favorable au rétablissement de l'enseignement des sciences sociales (Holzer et Zhang, 2009 : s6).

¹⁶ Son livre était considérablement influencé par des scientifiques japonais et américain, comme : Tamura Tokuchi (1925), Leonard White (1926) et Royama Masamich (1928).

¹⁷ L'Administration de la coopération internationale (ICA) administrait l'aide à des fins économiques, politiques et de développement social. Elle a ensuite été remplacée par l'Agence américaine pour le développement international (USAID).

¹⁸ Le NOTI a changé de nom en 1961 pour devenir le COTI (Central Officials Training Institute).

La Corée est de fait en retard en ce qui concerne l'ouverture d'un établissement d'enseignement supérieur d'administration publique. En 1959, l'École supérieure d'administration publique voit le jour à l'université de Séoul avec l'aide de l'université du Minnesota dans le cadre du programme de l'ICA américaine.¹⁹ La création de l'École supérieure d'administration publique à l'université nationale de Séoul fait partie d'un vaste programme d'aide en faveur de la réhabilitation et du développement économiques et sociaux de la Corée (Mauck, 1962 ; Short, 1962 ; Frederickson, 1981).²⁰ Les cours de gestion sont adoptés un peu partout sous l'influence américaine, tandis que l'orientation juridique faiblit dans les cours d'administration publique.

Afin d'étoffer le matériel didactique, la KAPA fait traduire le manuel de Leonard White (*Introduction to the Study of Public Administration*) en coréen en 1958 et publie également le *Lexicon of Public Administration Terms and Phrases* en 1959 avec l'aide de la Commission économique Corée-États-Unis (KAPA, 1958, 1959, 1973, 2006 ; Weber, 1996). À cette époque, le National Officials Training Institute (NOTI) propose également différents cours en administration publique et d'éminents experts étrangers viennent donner des conférences. Par exemple, Fred Riggs, né en Chine et formé aux États-Unis, était le conseiller résident du NOTI à Séoul.

Les études de droit étaient autrefois des matières prédominantes dans l'examen d'entrée à la fonction publique. Avant l'introduction en Corée des formations modernes en administration publique, le droit public et administratif était un élément important dans la formation dans les affaires publiques. Même pendant la période coloniale japonaise, le droit administratif et les autres études de droit l'emportaient. Cette tradition s'est maintenue jusqu'à ce jour, même si cette orientation s'est considérablement affaiblie au fil des ans. Dans l'examen d'entrée accéléré à la fonction publique ainsi que dans les examens d'entrée aux grades 7 et 9, par exemple, le droit administratif continue à faire partie des matières à maîtriser dans la dissertation écrite imposée.

¹⁹ Le Département d'État américain a invité Fred Riggs à se rendre en Corée pour y donner des cours dans le cadre d'un programme de formation. Fred Riggs a indiqué être parvenu à mettre le groupe en relation avec un représentant de l'université du Minnesota au bureau d'aide américain et qu'ensemble, ils ont préparé un contrat qui a permis de former le corps enseignant de l'École supérieure d'administration publique de l'université nationale de Séoul (le récit autobiographique de Riggs est présenté à l'adresse suivante : <http://www2.hawaii.edu/~fredr/autobio3.htm>).

²⁰ Dix-neuf jeunes professionnels de l'université nationale de Séoul ont participé à un programme à l'université du Minnesota à la fin des années 50 : Hae-Kyun Ahn (1957-1958), Dong-Suh Bark (1957-1959), Suk-Choon Cho (1958-1960), Chong-Ki Choi (1958-1959), Kwang-Pil Choi (1958-1960), Pyung-Kun Kang (1958-1960), Hae-Dong Kim (1957-1958), Tae-Choon Kim (1957-1959), Woon-Tai Kim (1957-1958), Joung-Sik Lee (1957-1958), Sang-Jyo Lee (1957-1958), Woo-Hyun Lee (1958-1960), Woong-Keun Lee (1957-1958), Jong-Han Park (1958-1960), Hae-Won Rhee (1958-1959), Yung-Hee Rho (1957-1958), Bong-Chan Suh (1958-1959), Won-Woo Suh (1957-1959) et Hoon Yu (1957-1959). Dix conseillers et membres du personnel de l'université du Minnesota ont séjourné à l'École supérieure d'administration publique de l'université de Séoul à la fin des années 50 et au début des années 60 : Stuart MacCorkle (1958-1960), Leigh Hunt, Jr. (1958-1960), William Farber (1958-1959), Elsie Hagelee (1959-1961), William Larsen (1959-1961), John Dettmann (1959-1960), Elwyn Mauck (1959-1962), Glenn Paige (1959-1961), Arthur Borak (1959-1960) et Lloyd Short (1961-1962) (Mauck, 1962).

À partir de 1962, cependant, les formations en administration publique préparant aux concours dans la fonction publique qui commençaient à faire de l'administration publique une matière fondamentale dans le cadre des examens se sont rapidement multipliées. Par rapport à la science politique ou à l'administration des affaires, on peut dire que la formation en administration publique a été historiquement influencée par la place qu'elle occupait dans l'examen d'entrée à la fonction publique, même si cette influence s'est réduite au fil des ans. En 1970, on comptait une vingtaine de départements d'administration publique dans les universités et les écoles supérieures, et quatre établissements d'enseignement supérieur professionnel à côté de l'établissement d'enseignement supérieur des arts et des sciences, à l'image de la croissance de l'État administratif (Kang, 1970). Le Président d'alors, Park, était fermement engagé en faveur de la croissance économique nationale grâce au développement des industries des produits chimiques lourds, et faisait appel à de jeunes bureaucrates énergiques pour jouer le rôle d'agents du développement. Les cours sur l'administration du développement et l'administration comparée se multiplieront dans les années 60 à 80, même s'ils diminuent depuis les années 90. Les matières habituelles dans l'administration publique (gestion du personnel public, gestion financière publique, théorie de l'organisation, etc.) étaient généralement enseignées au niveau universitaire. Pendant cette période, les programmes d'administration publique permettent de former des fonctionnaires potentiels, en développant leurs connaissances en gestion publique en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'État.

Actuellement, la plupart des universités en Corée proposent des programmes d'administration publique et/ou des programmes apparentés, comme la politique publique, l'administration locale et d'autres domaines connexes. Depuis 2008, on comptait 137 programmes d'administration publique de premier cycle (dont plus de la moitié proposent des programmes débouchant sur un diplôme en administration publique) dans les universités proposant des formations en quatre ans, et 30 programmes dans les écoles supérieures proposant des formations en deux ans (KAPA, 2008).²¹ L'on considère que l'expansion massive des programmes de formation en administration publique au fil des ans en Corée est la conséquence de trois facteurs principaux : (1) l'influence américaine après la Guerre de Corée ; (2) l'importance relativement élevée de l'administration publique dans les examens d'entrée à la fonction publique ; et (3) la philosophie de l'État-promoteur conjuguée au managérialisme technocrate de l'administration publique sous la présidence de Park. Le nombre d'inscrits aux cours d'administration publique et de science politique stagne cependant un peu depuis quelques années alors qu'il augmente dans les cours de gestion des affaires, eux aussi proposés en grand nombre dans la plupart des universités sud-coréennes. La formation en administration publique devrait dès lors sans doute faire l'objet d'une réadaptation structurelle afin de répondre aux nouveaux défis et elle doit continuellement moderniser son programme d'études, sa pédagogie et son contrôle qualité si elle veut assurer son développement durable.

²¹ Le nombre de programmes d'administration publique comprenant des programmes liés aux affaires publiques serait cependant nettement plus élevé que ce chiffre.

La mise en place des associations professionnelles et des instituts de recherche en tant que promoteurs de la recherche et des activités

Il convient de passer en revue le rôle essentiel qu'ont joué les associations professionnelles et les instituts de recherche dans le processus de développement de la recherche et de la formation en administration publique. L'Institut international des sciences administratives (IISA), qui a vu le jour en 1930, est le premier à être apparu dans ce domaine (Fisch, 2005 ; Raadschelders, 1998). L'American Society for Public Administration (ASPA) fut créée en 1939, lorsqu'on a commencé à s'intéresser de plus en plus à la gestion du gouvernement fédéral et à la suite du rapport de la commission Brownlow (Fesler, 1987). La Corée était cependant en retard en termes d'organisation d'une association professionnelle dans le domaine de l'administration publique. Le 12 octobre 1956, un petit groupe d'universitaires et de praticiens crée la « Korean Association for Public Administration » (KAPA) afin d'étudier la théorie et la pratique de l'administration publique et d'effectuer des recherches en la matière (*Korea Daily*, 14 octobre 1956 ; Yoon, 1986) et, à cette époque, près de 80 professionnels (des universitaires et des praticiens) participent à la première rencontre inaugurale, qui se tient au « National Officials Training Institute » (NOTI) en Corée.²² En 1961, l'organisation se développe et devient la première association dans le domaine de l'administration publique.

Vers la mi-1956, Fred Riggs visite le National Officials Training Institute et estime qu'une association professionnelle dans le domaine de l'administration publique s'impose. Lorsqu'il revient en Corée en octobre 1956, il participe à la rencontre inaugurale de la KAPA.²³ L'on sait en outre que Carlos Ramos, le doyen de l'école d'administration publique de l'université des Philippines, a lui aussi évoqué la nécessité d'une organisation professionnelle lors de sa visite en Corée en 1956. Depuis lors, la KAPA s'est considérablement développée. En janvier 2010, la KAPA comptait 1833 membres. La KAPA publie une revue de premier plan intitulée « *Korean Public Administration Review* » (KPAR), en coréen, depuis 1967. La KAPA a également commencé à publier une revue en anglais, intitulée « *International Review of Public Administration* » (IRPA) en 1997.²⁴

Dans le domaine des études des politiques, il faudra attendre les années 80 pour qu'apparaisse une association distincte ; la « Korean Association for Policy Studies » (KAPS) sera créée en 1992 indépendamment de la KAPA et elle publie

²² Tous les participants n'étaient pas membres de la KAPA. Selon la revue de l'IISA (RISA, volume 27, pages 113-114), la KAPA a compté 18 membres dès le début et le nombre de ses adhérents est passé à 26 (10 membres à choisir dans la fonction publique et 16, dans le corps enseignant universitaire) en 1960. À titre de comparaison, plusieurs associations de sciences sociales ont également été établies dans les années 50 : l'Association économique coréenne (KEA) en 1952, l'Association coréenne de science politique (KPSA) en 1953, la Société académique coréenne d'administration des affaires (KASBA) en 1956 et l'Association sociologique coréenne (KSA) en 1957.

²³ En outre, William Warne a également prononcé un discours de félicitations lors de la réunion inaugurale. Il était le coordinateur économique de l'Administration américaine de la coopération internationale (ICA) en Corée.

²⁴ Son titre original était « *Korean Review of Public Administration* », mais il est devenu « *International Review of Public Administration* » en 1999.

ses propres revues en coréen et en anglais. Plusieurs autres organisations ou sections vont ensuite voir le jour dans chaque domaine ou presque : gestion organisationnelle, gestion du personnel, gestion financière, analyse et évaluation des politiques, administration locale, gouvernement électronique, histoire administrative, etc. Il y a aussi un certain nombre d'associations professionnelles et de sections régionales ou locales. Chacune de ces associations publie sa propre revue, si bien que les revues scientifiques abondent à présent dans le domaine de l'administration publique, de la politique publique et dans les domaines connexes en Corée.

Il existe deux instituts de recherche importants en Corée : l'un est financé par les gouvernements locaux et l'autre, par le gouvernement central. Le premier, le « Korea Research Institute for Local Administration » (KRILA), créé en 1984, est financé par les gouvernements locaux coréens afin de mener des recherches et de promouvoir le développement stratégique en vue de l'établissement et du développement de l'autonomie locale et de la décentralisation, ainsi que pour aider les gouvernements locaux dans le cadre de l'évolution des environnements administratifs. Le second, le « Korea Institute of Public Administration » (KIPA), a été créé par le gouvernement central en 1991 et est une organisation financée par l'État, consacrée à la recherche indépendante dans le domaine de la politique et de l'administration publiques. Il existe en outre beaucoup d'autres instituts de recherche financés par l'État, comme le « Korea Development Institute » (KDI), créé en 1971, et le « Korea Institute of Public Finance » (KIPF), créé en 1992.

La coopération internationale – un outil de développement et un moyen d'agir

La coopération internationale est un outil de développement important, qui aide les pays à promouvoir les changements nécessaires dans leurs systèmes et leurs méthodes de production. Juste après la création de la Korean Association of Public Administration (KAPA) en 1956, l'association prenait contact officiellement pour la première fois avec l'IISA, à Bruxelles, et elle intégrait la section nationale de l'IISA en 1957 (IIAS, 1957).²⁵ Depuis lors, les échanges d'informations sont fréquents, de même que les visites officielles. Par exemple, lorsque la revue de l'IISA (IIAS, 1957, 1968) fait état de ses sections et de ses membres, le rapport de la section nationale coréenne est parfois intégré. Les contacts sont fréquents, au fil des ans, entre la KAPA et l'IISA, même si les échanges continus actifs entre les deux associations ne sont pas toujours d'actualité. En 1984, le « Local Government Officials Development Institute » (LOGODI) coréen rejoignait l'entité affiliée à l'IISA, l'Association internationale des écoles et instituts d'administration (AIEIA).²⁶

Les relations avec les chercheurs américains se sont accélérées grâce aux contacts avec le « Comparative Administration Group » (CAG) de l'American Society for Public Administration et le East-West Center à Hawaii. Lorsque le séminaire du CAG a été organisé à Berkeley, en Californie, en 1965, un petit groupe

²⁵ *Revue internationale des sciences administratives* (RISA) volume 23, p. 433.

²⁶ À partir d'un concept défini pour la première fois à Vienne en 1962, l'Association, qui est un organe constitutif de l'IISA, a été officiellement intégrée à Rome lors du Congrès de l'IISA de 1971 (<http://www.iias-iisa.org>). Le premier président de l'AIEIA fut Donald C. Stone (États-Unis), entre 1974 et 1982.

d'experts coréens, conduits par Hahn-Been Lee, qui avait obtenu son MBA à l'université Harvard en 1951, a officiellement participé au séminaire du CAG (Lee, 1965).²⁷ Depuis lors, la coopération avec les chercheurs américains et l'ASPA s'est progressivement renforcée. Compte tenu de l'intérêt grandissant pour « la façon de gérer le développement », des études sur l'administration comparée et l'administration du développement s'imposaient (Lee, 1968 ; Huang, 1970).²⁸ Aux États-Unis, le moyen le plus important de dialoguer avec des pays étrangers fut la création du « Comparative Administration Group » (CAG) en 1962, mais sa période de subvention a pris fin en 1969. En 1973, la « Section on International and Comparative Administration » (SICA) de l'ASPA est créée à la suite de la fusion entre le Comité international et le CAG (Pugh, 1988 ; Uveges et Keller, 1998). Inutile de dire qu'un certain nombre de Coréens participent continuellement aux activités de la SICA.

Jusque dans les années 90, on n'observe aucun échange actif avec les associations professionnelles asiatiques, à l'exception de l'EROPA, même si des experts participent parfois aux réunions. L'Organisation régionale de l'Orient pour l'administration publique (l'EROPA, basée à Manille), créée en 1960, est l'une des anciennes institutions professionnelles dans le domaine de l'administration publique en Asie. La Corée a rejoint l'EROPA en 1962. En 1966, l'EROPA crée le « Development Administration Group » (DAG), qui sera influencé par le « Comparative Administration Group » (CAG), qui est le fruit d'un comité antérieur de l'ASPA sur l'administration comparée (Riggs, 1997). La Corée participe en outre activement aux activités de l'Association des instituts de recherche et de formation pour le développement de l'Asie et du Pacifique (ADIPA), créée en 1973 afin d'offrir aux experts un cadre d'interaction dans la région Asie-Pacifique.

En 1996, la KAPA entame une coopération avec la Société japonaise d'administration publique (JSPA).²⁹ Les délégués officiels de la KAPA participent ainsi à la conférence annuelle de la JSPA pour la première fois en 1996. Depuis lors, ils envoient un petit groupe de délégués chaque année pour participer à la rencontre annuelle. La KAPA a également débuté ses contacts officiels avec la Société chinoise d'administration publique (CPAS) en 2001, bien que des échanges isolés aient existé depuis la mise en œuvre par la Chine de sa politique de la porte ouverte en 1978. L'Association asiatique d'administration publique (AAPA) est officiellement créée à Tokyo le 30 janvier 2010, et beaucoup de professeurs asiatiques participent aujourd'hui pleinement aux activités de l'AAPA.³⁰ En outre, l'Asian Group for Public Administration (AGPA) est créé à Pékin le 30 mai 2011 en tant que sous-entité de l'IISA. Ces types de nouveaux réseaux pourraient pro-

²⁷ Le livre d'Hahn Been-Lee (1968) intitulé « *Korea : Time, Change and Administration* » a été lu par bon nombre d'universitaires asiatiques.

²⁸ Hahn-been Lee, qui deviendra le doyen de l'École supérieure d'administration publique de l'université nationale de Séoul en 1968, a présenté un manuel sur le programme d'étude de l'administration du développement. Un cours d'administration du développement a ensuite été introduit dans certaines universités coréennes.

²⁹ Pour de plus amples informations, voir son site : <http://www.js-pa.org>.

³⁰ Le 30 janvier 2010, la réunion inaugurale de l'Association asiatique d'administration publique (AAPA) s'est tenue à Tokyo, au Japon. Pour de plus amples informations, voir son site : <http://www.ied.edu.hk/cgc/aapa/>.

mouvoir le développement d'une communauté épistémique en Asie et un réseau de recherche mondial.

Analyse et perspectives : au-delà de l'indigénisation

Comme nous l'avons vu au chapitre précédent, l'administration publique coréenne s'est considérablement développée à divers égards, mais les partisans de l'indigénisation de l'administration publique se retrouvent depuis longtemps parmi les étudiants et les scientifiques, comme cela a également été le cas dans d'autres sciences sociales. Le terme « indigénisation » désigne la tentative de transformer des choses influencées par l'extérieur pour les adapter à la culture locale. Étant donné qu'il y a eu une période d'imitation, consistant à introduire l'administration publique moderne développée essentiellement dans le monde occidental (États-Unis et Europe occidentale) au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la réaction à cette imitation est sans doute une conséquence naturelle dans le domaine de l'administration publique. L'indigénisation ne doit cependant pas être considérée comme un simple retour aux anciennes valeurs confucéennes. On pourrait en revanche la considérer comme une manière pour les Coréens de trouver leur propre identité tout en faisant la synthèse entre les idées nationales et les idées étrangères.

S'agissant de la pertinence ou de la dimension contextuelle de l'administration publique moderne, un certain nombre de chercheurs (Mendoza, 1977 ; Black *et al.*, 1977 ; Lee, 1982, 2003 ; Ahn, 1982 ; Seddon, 1985) ont soulevé des questions en matière de « transférabilité » des concepts et des programmes de gestion occidentaux. Par exemple, Bjur et Zomorrodian (1986) soulignent le développement de théories locales en matière d'administration et nombreux sont les pays en développement qui parlent régulièrement de la nécessaire indigénisation. L'administration publique coréenne est par conséquent elle aussi poussée à l'indigénisation depuis longtemps. Depuis la fin des années 70, un certain nombre d'experts demandent que l'administration publique coréenne s'engage plus fermement en faveur de l'indigénisation de l'administration publique coréenne, affirmant que les scientifiques coréens doivent mettre au point leurs propres théories au lieu de se contenter d'imiter ou d'importer des théories développées à l'étranger (Lee, 1982). Un certain nombre de chercheurs chevronnés exhortent l'administration publique coréenne à « s'indigéniser », ou à transformer les théories de l'administration publique en Corée, et proposent une théorie tout à fait particulière basée sur l'expérience coréenne (Bark, 1961 ; Kim, 1968 ; Ahn, 1982 ; Lee, 1982). Cette question s'est souvent posée dans le milieu universitaire de l'administration publique coréenne, si bien qu'elle est presque devenue un rituel constant, par le passé.

En conséquence, ceux qui soulignent la nécessité « d'indigéniser » l'administration publique coréenne se font régulièrement entendre dans les réunions professionnelles et autres publications, sur la base de deux points de vues différents : (1) en réaction à l'orientation occidentale, et (2) par émotion dans le cadre de l'orientation ethnocentrique (Jun, 1983). Beaucoup d'experts nés dans le pays critiquent l'orientation occidentale de l'administration publique coréenne, considérée comme une acceptation non critique des théories et des méthodes développées par les experts occidentaux. Étant donné que le milieu intellectuel est en partie influencé par l'administration publique américaine, ces idées ont amené

un certain nombre d'experts à s'inquiéter de la traduction ou de l'illustration de concepts étrangers, des experts qui sont convaincus que les problèmes administratifs coréens peuvent être résolus en adoptant des solutions utilisées dans des contextes occidentaux. En revanche, les experts axés sur l'ethnocentrisme ont tendance à analyser les systèmes administratifs coréens d'autrefois et estiment que la Corée a besoin d'une administration publique bien enracinée dans sa propre culture pour permettre à la société coréenne de bien comprendre son propre caractère essentiel (Bark, 1961 ; Kim, 1968 ; Jun, 1983).

Dans les années 90, la question de la « coréanisation » de l'administration publique est venue s'ajouter à celle de l'indigénisation au sein du secteur public coréen. Les termes « indigénisation » et « coréanisation » semblent similaires, mais ils ont des connotations légèrement différentes. Oh (2005) définit le terme « indigénisation » comme la tentative d'accepter une étude réalisée à l'étranger et de la revoir sur la base des besoins locaux, tandis qu'il considère la « coréanisation » comme une initiative indépendante de créer une nouvelle théorie basée sur le contexte coréen dans l'espoir de la diffuser à l'étranger. Ahn (2005) indique que « l'indigénisation » est caractérisée par une autodéfense passive, tandis que la « coréanisation » présente une orientation plus souple et plus active dans la réalisation d'études davantage basées sur le contexte. D'une manière générale la « coréanisation » suppose que le mode de développement doit tenir compte des valeurs coréennes et des facteurs comportementaux de l'administration coréenne.

L'administration publique moderne a été introduite en Corée il y a plus d'un demi siècle, mais le débat sur l'indigénisation et/ou la coréanisation se poursuit en Corée, bien que dans une moindre mesure depuis quelques années. Il est intéressant de noter qu'un nouveau point de vue est apparu dans certains cercles universitaires. Byung-Sun Choi (2006) et Young-Pyung Kim (2009) rejettent la notion de frontière nationale dans le discours universitaire. Au lieu de se concentrer sur les avantages et les inconvénients de la coréanisation et de l'indigénisation, leur argumentation va au-delà de ces termes, puisqu'ils affirment que la question de l'indigénisation ou de la coréanisation dépend du choix fait par l'individu en ce qui concerne son cursus d'étude. Plus précisément, Young-Pyung Kim (2009) affirme qu'un complexe psychologique (les études en administration publique en Corée ne sont pas forcément de meilleure qualité que dans d'autres pays avancés) ou un argument basé sur le noyau/la périphérie ne facilitent pas le développement de l'administration publique coréenne. Young-Pyung Kim (2009) plaide en revanche pour la mise au point d'une nouvelle théorie, que l'on pourrait diffuser à l'étranger, ou pour le partage d'expériences coréennes avec d'autres par le biais de programmes de partage des connaissances, ce qui suppose que les Coréens doivent faire face aux pressions en faveur de l'indigénisation ou de la coréanisation.³¹ Une transformation plus large, de la

³¹ Les observateurs étrangers soutiennent que la Corée est relativement homogène et possède une culture commune solide basée sur la langue, l'histoire, la musique, l'art et les coutumes et traditions confucéennes, si bien que l'influence de l'administration publique américaine ou européenne est sans doute limitée ; et les Coréens utilisent peut-être le langage de l'administration publique américaine et/ou européenne, mais ils adhèrent aux pratiques de l'administration publique coréenne.

« coréanisation » à « l'asianisation » et/ou de « l'asianisation » à la mondialisation, s'impose dès lors peut-être pour la suite. Dans d'autres domaines des sciences sociales coréennes, le débat sur l'indigénisation perd beaucoup de sa force depuis quelques années. Par exemple, le débat sur l'indigénisation coréenne dans le domaine de la gestion d'entreprise, qui s'est poursuivi tout au long des années 80, perd aujourd'hui de sa force parce qu'un certain nombre d'entreprises coréennes, comme *Samsung*, *Hyundai* et *LG*, sont devenues ultra-performantes.

Un point de vue indépendant fait aujourd'hui son apparition en Corée, puisque les Coréens se demandent si l'indigénisation va rester de mise et pour combien de temps. Cette évolution est due au fait que l'on se rend compte que le fondement de l'administration publique coréenne (un grand nombre de programmes de formation en administration publique aux niveaux du premier cycle et du cycle supérieur, un vaste éventail de recherches et de publications scientifiques et de nombreuses associations professionnelles dans divers sous-domaines, avec leurs activités de sensibilisation active) est relativement bien établi. En d'autres termes, nous affirons, dans le présent article, qu'une indigénisation de base a été réalisée. Cette prise de conscience est le signe que l'administration publique coréenne s'est lancée dans une réflexion critique à propos de sa réorientation intellectuelle et de ses réalisations passées (Jun, 2006). On se rend dès lors de plus en plus compte que le moment est venu d'aller au-delà de l'indigénisation et de proposer « l'universalisation » ou la « mondialisation » comme nouvelle direction pour l'administration publique coréenne, même s'il faudra plus de temps pour qu'elle se réalise pleinement dans le domaine. L'administration publique présente sans doute beaucoup de caractéristiques universelles par-delà les frontières internationales. L'universalisation ou la mondialisation de l'administration publique coréenne peut être un nouveau début pour les chercheurs coréens, qui pourront ainsi sortir des sentiers battus et rechercher des valeurs universelles sur la base de leurs contextes locaux et de leurs interprétations dans une perspective globale.

Pour ce faire, les experts de l'administration publique coréenne vont devoir jouer un rôle plus actif, s'engager ouvertement avec davantage de pays asiatiques et d'autres partenaires continentaux et mondiaux pour défendre leurs intérêts mutuels et leurs causes communes. De plus, il convient d'améliorer les qualités globales de l'administration publique coréenne. Jun (1983) parlait autrefois de quatre faiblesses majeures en ce qui concerne l'administration publique coréenne : (1) les gens ont tendance à s'intéresser à des questions déjà populaires plutôt qu'à étudier des problématiques nouvelles et complexes ; (2) les recherches administratives en Corée sont dominées par quelques universités de premier plan ; (3) la plupart des subventions et des activités de recherche sont déterminées par les intérêts des agences gouvernementales (Ahn, 1982) ; et (4) les chercheurs ont tendance à voir dans les projets de recherche gouvernementaux des sources de revenus complémentaires et non des occasions de produire des connaissances qui vont améliorer les politiques et l'administration. Beaucoup de choses (la recherche, l'enseignement, la publication, etc.) se sont améliorées ces dernières décennies, mais il est important que les experts coréens réalisent

des études créatives et/ou critiques plus rigoureuses au lieu de se baser sur une tradition d'exégèse (Kang, 1970).³² Il convient en outre d'améliorer ou de réorienter la formation en administration publique car les formations actuelles sont en grande partie axées sur la formation professionnelle de technocrates administratifs et le secteur est confronté à de graves difficultés compte tenu de la baisse du nombre d'étudiants diplômés en administration publique depuis quelques années, en particulier dans les établissements locaux.³³

Enfin, il convient de noter que l'administration publique coréenne s'est développée dans l'ombre de plus d'un demi siècle de guerre non déclarée et d'impasse à l'égard de la Corée du Nord, ce qui est relativement inédit sur le plan comparatif. Depuis la Guerre de Corée (1950-1953), les tensions entre la Corée du Sud et la Corée du Nord se sont régulièrement renforcées sous l'influence de la Corée du Nord, si bien que la sécurité nationale faisait partie des questions nationales les plus importantes. Le rôle de l'armée a par conséquent significativement influencé non seulement la sécurité nationale, mais aussi la politique, le fonctionnement de l'État et l'administration publique. Par exemple, les jeunes militaires dotés d'une certaine expérience étaient recrutés, à la sortie de l'école militaire, pour occuper des postes administratifs civils au sein de l'État : entre 1977 et 1987, l'on sait que 736 militaires ont été recrutés pour occuper des postes de cadres moyens au sein de l'État par le biais d'un système de concours spécial (Lee, 2010). En 1988, cependant, le système de concours spécial pour les militaires aux postes administratifs a été supprimé dans le cadre de la démocratisation ou de la démilitarisation. La Corée du Nord doit institutionnaliser des programmes de formation en administration publique comme l'ont fait la Chine et le Vietnam, mais rien n'indique pour le moment que cela va se faire.

Mot de la fin

En près d'une génération, la Corée a cessé d'être un bénéficiaire de l'aide internationale au développement, il y a un demi siècle, pour devenir un pays donateur d'aide officielle au développement en faveur de beaucoup de pays en développement. Dans un processus de développement aussi comprimé, l'administration publique en tant que nouvelle discipline en Corée a contribué à favoriser l'apparition de fonctionnaires potentiels et le bon fonctionnement du secteur public.³⁴ Ce faisant, l'administration publique coréenne s'est considérablement développée ces cinquante dernières années, tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif.

³² La Corée présente une tradition profondément enracinée d'exégèse, une explication ou une interprétation d'un texte, une tendance issue des anciennes dynasties. Plus précisément, l'exégèse textuelle confucéenne consiste, pour les universitaires classiques prémodernes, à citer ce qu'a dit Confucius et ensuite à étudier le sens du texte. Cette tradition subsiste de nos jours dans la Corée moderne, indépendamment de l'appartenance religieuse.

³³ La notion d'« école professionnelle » était relativement peu développée en Corée, même si le pays propose un grand nombre de programmes de MPA. Il existe des différences notables dans le niveau de connaissances entre les programmes d'administration publique de premier cycle et ceux de cycle supérieur, mais il n'existe pas de différence importante entre les programmes d'études des deux programmes.

Durant ce processus de développement, cependant, l'administration publique coréenne a fait l'objet des critiques suivantes : absence d'indigénisation, absence de coréanisation, absence de créativité et de maturation et absence de documentation rédigée en anglais et dans d'autres langues officielles. Dans le cadre d'une dimension d'autoévaluation, ces critiques et ces arguments pourraient encourager les chercheurs et les enseignants à réaliser des études plus rigoureuses et des applications plus pertinentes des connaissances dans un contexte local et mondial. Si ces critiques devaient se poursuivre, cependant, elles pourraient produire des externalités négatives car ces arguments ne participent pas toujours au développement de l'administration publique coréenne. Dans une perspective à long terme, cela n'aide pas les Coréens à renforcer leur confiance dans l'administration publique coréenne. Il est donc temps de se libérer du « piège du débat sur l'indigénisation » et de viser le développement de théories plus universelles et globales en matière d'administration publique.³⁵

Au fil des ans, l'environnement de la politique publique et le contexte stratégique ont considérablement évolué en Corée. Le multiculturalisme est un nouvel enjeu dans la société coréenne. Autrefois connue pour son homogénéité, la Corée est progressivement devenue une société davantage multiculturelle avec l'augmentation du nombre d'étrangers qui arrivent, parallèlement à l'augmentation du nombre d'étudiants et de travailleurs migrants appelés à intégrer la main-d'œuvre dans les différentes industries. Le programme scolaire coréen doit par conséquent tenir compte de ces évolutions démographiques. Le corps enseignant des universités doit se diversifier et il faut augmenter le nombre d'enseignants d'origine étrangère et de sexe féminin. Le nombre de personnes âgées en Corée a en outre considérablement augmenté. L'administration publique coréenne va dès lors devoir faire face à un nouvel ensemble de problèmes socio-économiques dans les années qui viennent. L'efficacité passée de l'administration publique et de la politique publique ne garantit pas leur durabilité et leur utilité à l'avenir. Il est par conséquent évident que l'administration publique coréenne doit continuellement évoluer (Ascher, 1986) en vue d'assurer son développement durable.

Sur la base d'un aperçu historique de l'évolution de l'administration publique coréenne moderne, nous proposons dans cet article un certain nombre de tâches à réaliser à l'avenir. Nombreuses sont en réalité les études prescriptives qui existent dans le domaine de l'administration publique coréenne, mais les études philosophiques, interprétatives et critiques font encore défaut et doivent se développer considérablement à l'avenir. En outre, on reproche à l'administration publique coréenne de se contenter de s'intéresser aux façons fonctionnalistes et

³⁴ Deux points de vue existent en réalité sur cette question. Il y a ceux qui estiment que l'administration publique coréenne, et plus particulièrement compte tenu de son intérêt pour l'administration du développement, a positivement contribué à l'administration du développement économique. D'un point de vue politique, cependant, certains reprochent à l'administration publique d'autrefois d'avoir été un moyen de maintenir le régime autoritaire.

³⁵ En réalité, la notion de théorie à base empirique (Glaser et Strauss, 1967 ; Thomas et James, 2006 ; Charmaz, 2006) est utile, car elle pourrait trouver une application dans la résolution concrète des problèmes et pour faciliter une interprétation davantage intellectuelle de la réalité sociale.

positivistes de connaître les phénomènes sociaux (Jun, 2006) et de ne pas s'intéresser suffisamment aux questions sociopolitiques. En conséquence, les approches créatives, critiques, interprétatives et diversifiées (aux macro, méso et micro-niveaux) doivent être appliquées de manière équitable, en élargissant les limites des perspectives intellectuelles et en réalisant des recherches ethnographiques et qualitatives dans le cadre d'un pluralisme méthodologique et épistémologique. Les institutions coréennes doivent en outre diversifier leurs échanges universitaires avec différentes régions du monde.³⁶ Enfin, il faut encourager, aux niveaux national et international, les études multidisciplinaires ou interdisciplinaires, à côté d'un discours ouvert et critique, afin de faire progresser l'administration publique coréenne et l'administration publique en Asie. Étant donné que le rôle de l'État a évolué au fil des ans, passant d'un rôle objectif à un rôle subjectif, la nature de l'administration publique a elle aussi évolué, passant d'une orientation politique et juridique à une orientation économique et sociologique, couvrant des frontières plus larges. L'administration publique en Corée doit par conséquent tenir compte de ces évolutions en faisant preuve de créativité et d'indépendance à l'avenir.

Références bibliographiques

- Ahn, Byung Young. 1982. "The Indigenization of Administrative Theory and Subjugation of Government Sponsored Studies," *Chosun* 3 (7) : 320-328 (in Korean).
- Ahn, Byung Young. 2005. "The Indigenization, Koreanization, and Globalization of Public Administration," *KAPA Forum* 111 : 6-10 (in Korean).
- Ascher, William. 1986. "The Evolution of Policy Sciences : Understanding the Rise and Avoiding the Fall," *Journal of Policy Analysis and Management* 5 (2) : 365-373.
- Bark, Dong Suh. 1961. *A Historical Development of the Bureaucracy in Korea*. Seoul : Korean Research Center (in Korean).
- Bjur, Wesley E. et Asghar Zomorrodian. 1986. "Towards Indigenous Theories of Administration : An International Perspective," *International Review of Administrative Sciences* 52 : 397-420.
- Black, Joseph E., James S. Coleman, et Laurence D. Stifel. (eds.). 1977. *Education and Training for Public Sector Management in Developing Countries*. New York : Rockefeller Foundation.
- Bonnin, Charles-Jean. 1812. *Principes d'administration publique*. 3rd ed. Paris : Chez Renau-diere.
- Charmaz, K. 2006. *Constructing Grounded Theory : A Practical Guide Through Qualitative Analysis*. Thousand Oaks, CA : Sage Publications.
- Cho, Soon Sung. 1967. *Korea in World Politics, 1940-1950 : An Evaluation of American Responsibility*. Berkeley, CA : University of California Press.
- Cho, Yong Hyo. 2006. "Korea Public Administration and Indigenous Theory Building," *International Review of Public Administration* 10 (2) : 1-5.
- Choi, Byung Sun. 2006. "Roundtable Discussion on Korean Public Administration in 1956-2006 : Retrospect and Prospect," in *Fifty Years of Korean Public Administration, 1956-2006*, by Korean Association for Public Administration (KAPA). Seoul : Korean Association for Public Administration (in Korean).

³⁶ Daniel Martin (1987, 1988) conteste l'idée selon laquelle l'administration publique est une invention américaine. Martin affirme que tous les concepts importants ou presque qui existaient dans la littérature américaine en 1937 encore avaient déjà été publiés en France en 1859. Par exemple, le livre de Charles-Jean Bonnin intitulé « *Principes d'administration publique* » a influencé l'évolution de l'administration publique américaine.

- Choi, Young-Chool et Park, Soo-Jung. 2011. "Analyzing Trends in the Study of Public Administration : Application of the Network Text Analysis Method," *Korean Public Administration Review* 45 (1) : 123-139 (in Korean).
- Chong, Yagyong. (Translated by Byonghyon Choi). 2010. *Admonitions on Governing the People : Manual for All Administrators*. Berkeley, CA : University of California Press.
- Chung, In-Hung. 1955. *Public Administration*. Seoul : Jaeil-Moonhwasu (in Korean).
- Deuchler, Martina. 1992. *The Confucian Transformation of Korea*. Boston, MA : Council on East Asian Studies of Harvard University.
- Draheim, E. R. 1959. *Improving Management Through Effective In-Service Training*. Seoul : National Officials Training Institute (NOTI).
- Eckert, Carter J., Ki-baik Lee, Young Ick Lew, Michael Robinson, et Edward W. Wagner. 1990. *Korea : Old and New, A History*. Seoul : Ilchokak.
- Elman, Benjamin A. 2000. *A Cultural History of Civil Examinations in Late Imperial China*. Berkeley, CA : University of California Press.
- Fesler, James W. 1987. « The Brownlow Committee Fifty Years Later », *Public Administration Review* 47 : 291-296.
- Fisch, Stefan. 2005. "Origins and History of IIAS," in *International Institute of Administrative Sciences Monographs : IIAS/IIASA Administration and Service, 1930-2005*. Edited by Fabio Rugge and Michael Duggett. Amsterdam : IOS Press.
- Frederickson, H. George. 1981. "Public Administration Education in the United States," *Korean Public Administration Review* 5 : 59-64.
- Frederickson, H. George. 2002. "Confucius and the Moral Basis of Bureaucracy," *Administration and Society* 33(4) : 610-628.
- Gardner, Daniel K. 2007. *The Four Books : The Basic Teachings of the Later Confucian Tradition*. Indianapolis, IN : Hackett.
- Glaser, Barney G. et Anselm L. Strauss. 1967. *The Discovery of Grounded Theory : Strategies for Qualitative Research*. Chicago : Aldine Publishing Company.
- Heady, Ferrel. 1966. *Public Administration : A Comparative Perspective*. NJ : Prentice-Hall.
- Heady, Ferrel. 1995. *Public administration : A comparative perspective* (6th ed.). New York : Marcel Dekker.
- Holzer, Marc et Zhang, Mengzhong. 2009. "Introduction to the Special Issue on Comparative Chinese/American Public Administration," *Public Administration Review* 69 (s1) : s5-s12.
- Huang, In-Jung. 1970. *Public Administration and Economic Development*. Seoul : Seoul National University Press (in Korean).
- International Institute of Administrative Sciences (IIAS). 1957. "Chronicle of the Institute : IIAS, Its Sections and Members," *International Review of Administrative Sciences* 23 : 431.
- International Institute of Administrative Sciences (IIAS). 1968. "Chronicle of the Institute : IIAS, Its Sections and Members," *International Review of Administrative Sciences* 34 : 194-198.
- Johnson, Chalmers A. 1982. *MITI and the Japanese Miracle : the Growth of Industrial Policy, 1925-1975*. Stanford, CA : Stanford University Press.
- Jun, Jong S. 1983. "Korean Public Administration : Education and Research," *International Review of Administrative Sciences* 49 (4) : 413-420.
- Jun, Jong S. 2006. "Rethinking the Theoretical Perspective : Beyond the Quest for Indigenous Theory of Korean Public Administration," *International Review of Public Administration* 10 (2) : 6-15.
- Jun, Jong S. 2009. "The Limits of Post-New Public Management," *Public Administration Review* 69 (1) : 161-165.
- Kalton, Michael C. 1975. "An Introduction to Silhak," *Korean Journal* 15 (May) : 29-46.
- Kang, Sintae. 1970. "A Prologue to a Survey of the Study of Public Administration in Korea," *Korea Journal of Public Administration* 8 (1) : 199-211.
- Kim, Bun Woong et Kim, Pan Suk. 1997. *Korean Public Administration : Managing the Uneven Development*. Seoul : Hollym.
- Kim, Choong Nam. 2007. *The Korean Presidents : Leadership for National Building*. Norwalk, CT : EastBridge Press.

- Kim, Pan Suk. (ed.). 2009. *Public Administration and Public Governance in ASEAN Member Countries and Korea*. Seoul : Daeyoung-Moonhwasu.
- Kim, Pan Suk. (ed.). 2010. *Civil Service System and Civil Service Reform in ASEAN Member Countries and Korea*. Seoul : Daeyoung-Moonhwasu.
- Kim, Woon Tai. 1968. "A Historical Study of Public Administration in Yi Dynasty," *Korean Journal of Public Administration* 6 (1) : 35-93 (in Korean).
- Kim, Young Pyung. 2009. "Koreanization of Policy Studies : Its Light and Shadow," *Korean Review of Policy Studies* 18 (4) : 1-21 (in Korean).
- Korean Association for Public Administration (KAPA). (translated). 1958. Leonard D. White. *Introduction to the Study of Public Administration*. Seoul : Eulyoo-Moonhwasu (in Korean).
- Korean Association for Public Administration (KAPA). (ed.). 1959. *Lexicon of Public Administration Terms and Phrases*. Seoul : Korea-US Joint Economic Commission (in Korean).
- Korean Association for Public Administration (KAPA). (ed.). 1973. *Readings in Public Administration*. Seoul : Bubmoonsa.
- Korean Association for Public Administration (KAPA). 2006. *Fifty Years of Korean Public Administration, 1956-2006*. Seoul : Korean Association for Public Administration (in Korean).
- Korean Association for Public Administration (KAPA). (ed.). 2008. *Directory of the KAPA Membership*. Seoul : Jomyung-moonhwasu. (in Korean).
- Lee, Chong Bum. 1982. "A Prolegomenon to the Indigenization of Public Administration," in Bun Woong Kim and Wha Joon Rho (eds.), *Korean Public Bureaucracy*. Seoul : Kyobo Publishing.
- Lee, Chong Bum. 2003. "Reappreciation of the Indigenization of Administrative Theory," *Korean Society and Public Administration* 14 (2) : 1-22 (in Korean).
- Lee, Dong-ku. 2010. "Special Appointment of Military Officials in the 1970-1980s," *Seoul Sinmoon* (Seoul Daily), December 20 (in Korean). Access available at <http://www.seoul.co.kr/news/newsView.php?id=20101220012008>.
- Lee, Hahn-Been. 1965. *Developmentalist Time and Leadership in Developing Countries* (CAG occasional papers). Washington, DC : Comparative Administrative Group, American Society for Public Administration.
- Lee, Hahn-Been. 1968. *Korea : Time, Change and Administration*. Honolulu : East-West Center Press.
- Lee, Yong-Pil. 1963. *The Principle of Policy-Making*. Seoul : Ilchogak (in Korean).
- Martin, Daniel W. 1987. *Deja Vu : French Antecedents of American Public Administration*. *Public Administration Review* 47 (4) : 297-303.
- Martin, Daniel W. 1988. "The Fading Legacy of Woodrow Wilson," *Public Administration Review* 48 (2) : 631-636.
- Mauck, Elwyn. 1962. *The Graduate School of Public Administration of Seoul National University*. Unpublished Project Terminal Report.
- Mendoza, GA. (1977) The transferability of Western management concepts and programs : An Asian perspective. In : Black JE, Coleman JS and Stifel LD (eds) *Education and Training for Public Sector Management in Developing Countries*. New York : Rockefeller Foundation, pp. 67-89.
- Muramatsu, Michio. 1994. *Japanese Public Administration*. Tokyo : Chuko (in Japanese).
- Nishio, Masaru. 1993. *Public Administration*. Tokyo : Yuhikaku (in Japanese)
- Oh, Suk Hong. 2005. "Discussion on the Koreanization of Public Administration," *KAPA Forum* 112 : 10-11 (in Korean).
- Pugh, Darrell L. 1988. *Looking Back, Moving Forward : A Half-Century Celebration of Public Administration and ASPA*. Washington, DC : The American Society for Public Administration.
- Raadschelders, Jos C.N. 1998. *Handbook of Administrative History*. New Brunswick, NJ : Transaction Publishers.
- Riggs, Fred. 1971. *Frontiers of Development Administration*. Durham, NC : Duke University Press.
- Riggs, Fred. 1997. "Public Administration in America : A Comparative Perspective," Available at <http://www2.hawaii.edu/~fredr/7-par5a.htm>.

- Riggs, Fred. 2000. "Past, Present, and Future in Korean Public Administration." Paper presented at the meeting of the Korean Association for Public Administration in Seoul on May 20. Available at <http://www2.hawaii.edu/~fredr/sapata.htm>.
- Royama, Masamichi. 1928. *Introduction to Public Administration*. Tokyo : Nippon (in Japanese).
- Seddon, John W. 1985. "The Development and Indigenization of Third World Business : African Values in the Workplace," in Valerie Hammond (ed.), *Current Research in Management*. London : Frances Pinter.
- Setton, Mark. 1997. *Chong Yagyong : Korea's Challenge to Orthodox New-Confucianism*. New York : State University of New York Press.
- Short, Lloyd. 1962. *The Graduate School of Public Administration of Seoul National University*. Unpublished Project Terminal Report.
- Tamura, Tokuchi. 1925. *Public Administration and Legal Studies*. Tokyo : Koubundou (in Japanese)
- Thomas, G. et James, D. 2006. "Re-inventing Grounded Theory : Some Questions about Theory, Ground and Discovery, *British Educational Research Journal* 32 (6) : 767-795.
- United Nations (UN). 2010. *United Nations E-Government Survey 2010*. New York : United Nations.
- Uveges, Joseph A. et Lawrence F. Keller. 1998. "One Hundred Years of American Public Administration and Counting," in *Handbook of Public Administration*, 2nd edition, edited by Jack Rabin, W. Bartley Hildreth, and Gerald J. Miller. New York : Marcel Dekker.
- Weber J. 1996. « Leonard Dupee White and Public Administration, » *Journal of Management History* 2(2) : 41-64.
- Weber, Max. 1964. *The Religion of China : Confucianism and Taoism*. New York : Macmillan.
- White, Leonard D. 1926. *Introduction to the Study of Public Administration*. New York : Macmillan.
- Woo-Cumings, Meredith. (ed.). 1999. *The Developmental State*. Ithaca, NY : Cornell University Press.
- Yang, Key P. et Gregory Henderson. 1959. "An Outline History of Korean Confucianism," *Journal of Asian Studies* 18 (February) : 269-270.
- Yoon, Jae-Poong. 1986. The Establishment of the Korean Association for Public Administration," *Korean Public Administration Review* 20 (2) : 238-291 (in Korean).
- Zhang, Jinjian. 1935. *Theory and Practice of Public Administration*. Beijing : Shang Wu Yin Shu Guan (in Chinese).

Remerciements

La présente étude a été réalisée avec l'aide de la National Research Foundation of Korea Grant financée par le gouvernement coréen (NRF-2010-413-B00024).